

II-ème année, 8-9.

BUCAREST.

Août-septembre 1915.

Bulletin de l'Institut

pour

l'étude de l'Europe sud-orientale

Publication mensuelle

dirigée par

N. IORGA, G. MURGOCI, V. PÂRVAN

PRIX D'ABONNEMENT :

Un an, 6 fr., un n-o 50 ct. — Étranger : un an, 7 fr., un n-o 60 ct.

Dépôt à la Librairie C. Sietea, Bucarest

S'adresser pour la rédaction à

N. Iorga, Vălenii-de-Munte (Roumanie)

ACADÉMIE ROUMAINE

BULLETIN

DE LA

SECTION HISTORIQUE

PUBLICATION TRIMESTRIELLE

SOUS LA RÉDACTION DE N. IORGA

Vol. III, n-o 1.

NOTES ET EXTRAITS

POUR SERVIR A

L'HISTOIRE DES CROISADES

AU XV-e SIÈCLE.

RÉDIGÉES PAR N. IORGA

Quatrième série (1453-1475)

Anul al II-lea, n-le 8-9. BUCUREȘȚI. August-Septembre 1915.

Buletinul Institutului

pentru

studiul Europei sud-ostice

Publicație lunară

condusă de

N. IORGA, G. MURGGICI, V. PÂRVAN

PREȚUL ABONAMENTULUI :

Un an, 6 lei, un n-r 50 b. — Străinătate : un an, 7 lei, un n-r 60 c.

Deposit la Librăria C. Sfetea, București

Pentru redacție a se adresa

D-lui N. Iorga, Vălenii-de-Munte.

A apărut

Istoria Românilor din Ardeal și Ungaria de N. IORGA.

Volumul I-iü. — Până la mișcarea lui Horea (1784).

București, editura Casei Școalelor.

Prețul : Lei 5.

A apărut

Istoria războiului balcanic

București, editura Casei Școalelor.

Prețul : Lei 3.50.

BULLETIN DE L'INSTITUT

POUR

L'ÉTUDE DE L'EUROPE SUD-ORIENTALE

Livre Vert italien. — Filitti: Lettres et extraits. — Iorga: Documents grecs. — Oreschkoff: Autobiographie de Sophronius de Vratza, Pasvantoglou. — Iorga: Roman d'Alexandre, Nouveaux éclaircissements, Dardanelles. — Romansky: Troubles bulgares. — Angelescu: Mouvement de la population roumaine. — Antécédents de la guerre avec l'Italie. — Auner: Évêché de Baia. — Cessi: Consulat vénitien à Salonique. — Balcan-Revue. — Deschamps: Grèce. — Pușcariu: Contributions. — Reiss: Guerre de Serbie. — Bănescu: Contributions. — Hauser: Serbie. — Mathiez: Serbie. — Schulz: Curie en 1438. — Chronique.

Livre vert italien, 1915.

Sous plus d'un rapport le Livre Vert italien — auquel le Gouvernement autrichien a opposé aussitôt une brochure de réfutation qui convaincra difficilement¹ — intéresse la péninsule des Balkans. La question albanaise surtout y est mentionnée dans les correspondances qui se sont succédées entre Rome et Vienne depuis le commencement de la guerre européenne jusqu'au moment où l'Italie aussi dut entrer dans la lice.

On ne nous dit rien sur les raisons, assez intelligibles cependant, du silence qui régna sur tous les points de litige pendant presque une demi-année, après la déclaration italienne du 25 juillet, qui prévoyait, sous la menace de se détacher de la Triplice, des compensations pour l'Italie au cas d'une occupation, même temporaire, en Serbie, mais, le 9 décembre 1914, la Consulte faisait observer au chancelier autrichien que l'invasion des troupes impériales et royales en Serbie, sur laquelle Vienne a négligé de se mettre d'accord, doit déterminer un échange de vues concernant les prescriptions de l'art VII du traité de la Triple Alliance. La forme, il faut l'avouer, n'y est pas, mais le sens de cet article est bien celui d'une participation de l'Italie à toute nouvelle curée balcanique; si on ne prévoyait, au moment où l'accord fut conclu, d'autres changements que ceux qui viendraient du fait de la Turquie, le problème politique ayant été

¹ Voy. pp. 180-181.

changé depuis, le problème territorial, le problème d'équilibre balcanique en ce qui regarde les influences des grandes Puissances voisines n'en restait pas moins le même. Et le Gouvernement italien avait complètement raison lorsqu'il rappelait la veto autrichien, sévère et immuable, opposé, trois ans auparavant, aux intentions d'entreprendre une action des armées italiennes en Albanie, dans les eaux de l'Adriatique et même dans les Détroits. L'Italie, continue la note, a un intérêt essentiel dans le maintien de l'„intégrité“ serbe et même de l'indépendance du royaume sous tous les rapports; or les déclarations de l'Autriche là-dessus ne sont guère satisfaisantes sous le rapport de la forme et elles ne peuvent pas empêcher des „modifications politiques“ dans la vie des Balcons: même si l'occupation du territoire serbe ne devait être que „temporaire“ — et, ajouterons-nous qui en fixerait bien le terme? —, elle troublerait l'équilibre balcanique, et l'Italie aurait droit à des „compensations“ (elle pouvait se contenter d'une „occupation temporaire“, au même caractère indéfini, sur le point qui figurerait dans son programme). On ajoutait, en paraissant s'excuser, dans cette note qui n'est certainement pas un chef-d'œuvre de la diplomatie, bien qu'elle eût été rédigé dans le pays qui fut le berceau des diplomates à l'époque de la Renaissance, que l'opinion publique de l'Italie manifeste une irritation dont il faut bien tenir compte, et on ajoutait que le moment est venu d'écarter ce qui jusqu'à présent a produit sans cesse, aux dépens de l'accord officiel, des froissements entre les deux pays. Mais ces phrases étaient nécessaires pour faire comprendre au chancelier autrichien—ce dont il se doutait bien — qu'on parlait des Balcons pour demander *ailleurs* les „compensations“ susdites, même si l'intégrité et l'indépendance de la Serbie devaient sombrer à ce prix. Et dans la note adressée à l'Allemagne on précisait en mettant en même ligne les „intérêts italiens dans les Balcons et dans l'Adriatique“ et ces „aspirations nationales“ qui, évidemment, ne se dirigeaient pas de ce côté.

M. Berchtold se hâta d'exploiter la défaite autrichienne pour déclarer que, du moment où l'occupation n'a pas été possible — bien qu'on n'en eût guère abandonné l'intention —, il n'y a pas lieu à des compensations. Il ne restait donc, paraît-il, aux Italiens, intéressés à l'intégrité et à l'indépendance serbes,

qu'à désirer le succès des armes autrichiennes contre la Serbie. Du reste, pour renforcer ses arguments, le chancelier donnait l'assurance que, dans quelques jours, on devra abandonner, „peut-être“, Belgrade elle-même. Quant aux précédents de 1911, disait-il, il s'agissait *alors* du „statu-quo“, dont il ne peut pas être question en 1914, car l'expédition actuelle n'est, au fond, que la *Straf-expedition* hautement proclamée, purement „défensive“, ayant pour but ce „statu-quo“ lui-même. Comme on est au lendemain d'un désastre militaire, on peut affirmer que l'Autriche ne compte pas *anéantir* la Serbie. Si cependant l'Autriche arrivait à vaincre, eh bien, on traiterait! Et l'ambassadeur italien se bornait, devant le refus formel d'entamer des négociations, à s'informer si on a nommé ou non un commandant militaire de Belgrade.

Dès le premier moment, l'Allemagne intervint néanmoins pour contraindre son alliée en sous-ordre, dégradée encore plus par la défaite — „l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne font actuellement qu'une seule personne“, disait-on à Berlin (no. 16),—à commencer cependant des pourparlers, même avant la problématique victoire dont avait parlé le comte Berchtold. Le prince de Bülow accourut à Rome pour manifester son opinion que l'Italie a bien raison, quoique François Joseph I-er, comte du Tyrol, ne puisse céder, et cela même dans le plus grand secret, que Trente, ancienne possession d'Empire, et il demandait avec amabilité qu'on lui désignât les frontières historiques de l'évêché (l'Italie ajouta dès le mois de janvier la mention, hautement désagréable au médiateur, de Trieste elle-même, en février encore celle de l'Istrie); le comte de Wedel se présentait bientôt à Vienne pour demander l'abandon du Trentin à l'Italie (note de M. Sonnino ; 15 janvier). De son côté, M. Sonnino rappelait que, en 1911, l'Autriche et l'Allemagne elle-même avaient interdit formellement, sur la base de l'article cité, non seulement une occupation, mais *toute action militaire* de l'Italie sur les côtés de la Turquie européenne et dans les îles de l'Archipel; il n'était pas même permis de bombarder Salonique et Cavalla, de porter dommage aux châteaux des Dardanelles, et on mettait en perspective une dissolution de l'alliance, avec toutes ses „conséquences graves“.

Puisque Berlin avait parlé, M. Berchtold changea aussitôt de disposition ; il voyait la „grande opportunité“ des discussions, tout

en subordonnant les compensations — encore totalement indéfinies — à une occupation de territoire balcanique, fût-elle même provisoire. Il rappelait vaguement la collaboration amicale des deux États dans la question albanaise. Mais l'évacuation de la Serbie par les Autrichiens, chassés l'épée aux reins, faisait envisager à Rome même cette question des compensations comme pouvant être menée plus lentement (instructions au duc d'Avarna; 7 janvier 1915), et pour la première fois on exprimait, dans une conversation avec l'ambassadeur autrichien à Rome, l'opinion qu'il s'agit de *la cession de certains territoires austro-hongrois (ibid.)*; comme argument, on invoquait celui de la neutralité italienne, qui ne pouvait donc s'adjuger que des provinces appartenant à ses alliés. Quand à l'Albanie, l'Italie ne veut qu'empêcher la prise de possession par une autre Puissance, et elle déclarait hautement que „cette région ne peut avoir aucune attraction pour elle“. Du côté de l'Autriche, on se rabattait piteusement sur le danger de commencer par ce „précédent“ la liquidation d'une „Monarchie composée de la manière dont l'est l'Autriche-Hongrie“ et on insistait sur l'importance réelle de l'Albanie, de l'Albanie entière. On ne veut pas de conflit avec la Serbie ou même la Bulgarie, et ce pays, du reste, ne tente pas même l'Autriche,— fut l'accorte réponse romaine. A Vienne le nouveau chancelier, M. Burian, reprenait les arguments de son prédécesseur, pour se tenir dans une défensive revêche en ce qui concerne des prétentions sur les „pays héréditaires“ de l'empereur; il poussait à l'„élargissement“ de l'occupation italienne à Valona, considérée à Rome comme une mesure nécessaire contre l'anarchie et comme un acte conforme aux décisions de Londres, et rappelait que le Dodécanèse n'a pas été évacué sans que cette atteinte au *statu quo* eût provoqué des représentations de la part de l'Autriche.

Les nouveaux préparatifs contre la Serbie, peut-être contre la Roumanie (note de M. Sonnino, 26 janvier), fournirent bientôt de nouveaux arguments à l'Italie. M. Burian qui avait eu une entrevue avec l'empereur Guillaume, avait déjà admis que le traité permet de chercher les compensations ailleurs que dans les Balkans (mais il ne se soumettait pas à cette nécessité; no. 16). Et il insistait énergiquement sur le caractère de l'occupation italienne dans le Dodécanèse et à Valona, Canina et Sasséno, qu'il considérait comme donnant à l'Autriche-Hongrie le droit de

réclamer des compensations, — ce qui signifiait tout bonnement renverser d'aplomb la question en litige (aide-mémoire autrichien du 12 février). C'était — n'est-ce pas? — faire avancer sensiblement les „conversations si heureusement engagées entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie“. Or le comte Berchtold avait déclaré nettement, le 23 mai 1912, qu'il ne considère pas la présence des Italiens à Rhodes et dans les îles autour de Rhodes comme donnant un droit de compensation à la Monarchie (no. 22). M. Sonnino objectait ensuite que, par égard pour l'Autriche, l'Italie ne s'était pas saisie aussi de Chio et de Mytilène, que la Turquie préfère la main-mise italienne à un établissement grec dans le Dodécannèse. Quant à Valona, l'Italie seule pouvait, comme Puissance neutre, procéder à un acte qui a amené la suspension des desseins de la Grèce, aussi bien que des deux États serbes, sur cette région. Et, comme des retards insupportables et offensants ont été apportés par la diplomatie viennoise aux négociations, on préfère, sans s'assumer aucune responsabilité, renoncer à leur continuation.

Et cependant on continua ces négociations. Le gouvernement italien voulait un accord avant cette action austro-hongroise contre la Serbie qu'il supposait être imminente (no. 24). Il déclarait „n'admettre dorénavant aucune action militaire de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans à moins que préalablement, come le veut le texte de l'article VII, n'ait été conclu un accord sur les compensations, accord qu'il serait inutile d'espérer de conclure autrement que sur la base de cessions de territoires actuellement possédés par l'Autriche-Hongrie“ (p. 26). M. de Bülow, qui était allé dès le commencement trop loin, demandait à Rome si tout de même quelque chose d'indéfini du côté de l'Albanie ne suffirait pas, on admettant que l'Autriche-Hongrie persiste à se rebiffer, sous son nouveau chancelier, contre une cession quelconque à ses propres dépens (no. 25). En ce moment, M. Burian déclarait être poursuivi dans ses méditations diplomatiques par la crainte d'une attaque serbe (no. 27). Et cependant il lui fallait la victoire contre la Serbie pour pouvoir préciser ce qu'il pouvait, en échange, sacrifier (*ibid.*). La diplomatie n'a jamais connu un jeu plus compliqué de faux-fuyants que celui qu'on menait à Vienne. La casuistique des ambassades s'est surpassée elle-même dans ces discussions de principes qui se poursuivaient

cérémonieusement sur le compte d'un peuple saignant des blessures par lesquelles il avait conquis la libération de son territoire national.

Encore une fois, vers la fin du mois de février 1915, l'Allemagne prit la parole pour déclarer que son alliée fera le sacrifice, que „l'accord sera signé avant le commencement des opérations militaires“: M. Burian lui-même, dont le ton était bien autre, l'aurait consenti (no. 29). Et aussitôt une nouvelle déclaration venait, par le duc d'Avarna, de Vienne: la réponse de M. Burian „n'a pas été négative, mais seulement évasive“ (no. 30). Deux jours plus tard, il rectifiait: il ne s'agit, bien entendu, que „des bases“: l'accord serait „conditionnel“ et ces „bases“ même n'ont pas encore „un caractère d'actualité“.

La question du terrain même des discussions restait encore sans solution: Berlin donnait toutes les assurances, Vienne, avec des artifices dignes de l'ancienne Byzance, se dérobait, et Rome tardait encore à accorder la permission d'attaquer la Serbie, fût-ce même pour l'„anéantir“, au prix de compensations supérieures. Et, comme, au commencement du mois de mars, l'Italie se rappelait l'„intérêt qu'elle porte à l'indépendance politique et économique de la Serbie“, le chancelier autrichien se rendait compte que l'heure d'une nouvelle attaque contre cet État n'est pas venue et qu'il faut donc ajourner la discussion concernant les compensations. Il s'était montré le plus fort (no. 34). Le duc d'Avarna commençait à s'apercevoir que „ces conversations peuvent être prolongées à l'infini“ (*ibid.*), et, de son côté, en résumant le résultat de la dispute, M. Sonnino croyait qu'il faut ajouter aussi que la transmission des territoires autrichiens qu'on céderait doit être faite à l'instant.

La Serbie ne fut pas attaquée, mais, comme pour narguer l'Italie, cinq torpilleurs autrichiens s'en vinrent, dans la nuit du 3 au 4 mars, couler bas l'yacht royal du Munténégro dans la baie d'Antivari (no. 36). Pour la troisième fois l'Allemagne intervint, et M. Burian se rendit compte qu'il faut enfin élucider la question de principe; la diplomatie allemande trouva bien de spécifier qu'il s'agit effectivement de la cession de territoires appartenant actuellement à la Monarchie (nos. 38-41). Les Russes étaient dans les Carpathes, ils menaçaient la Capitale de la Hongrie, et l'Autriche-Hongrie faisait des ouvertures de paix à Pétersbourg (no. 57; cf. nos. 54, 66, 68, 70).

Quelques jours plus tard on apprenait à Vienne que, l'„accord étant préventif, son exécution ne doit pas l'être aussi“ et que par conséquent il faut se contenter du traité seul, en attendant les territoires cédés théoriquement et dont l'occupation ne peut s'ensuivre qu'après la paix, car on ne peut pas faire passer entre les mains d'autrui des pays dont les natifs combattent pour „l'intégrité de la Monarchie“ (no. 45). Et le chancelier ajoutait que le gouvernement allemand est du même avis. Quand on discutera enfin sur les territoires dont il s'agit, les compensations autrichiennes pour Valona et le Dodécannèse doivent être examinées aussi. Il faut reconnaître au ministre qui menait les choses de ce train-là une maîtrise extraordinaire dans l'art de céder tout sans rien abandonner. Le duc d'Avarna lui-même donnait naïvement dans le panneau pour se rendre compte, dès le lendemain, de l'erreur qu'il avait commise.

Pour la quatrième fois l'Allemagne, qui ne désirait pas un nouveau front de guerre, intervint. Guillaume II garantissait l'exécution du traité (no. 49). Il s'agissait maintenant d'arriver à l'étendue même des concessions à faire par l'Autriche. Et, comme l'Italie tardait, le vieil empereur François-Joseph dut se décider à parler le premier sur ce fait des cessions territoriales qu'on lui demandait (nos. 55-56). En échange pour une neutralité italienne „bienveillante au point de vue politique et économique“ et pour un désintéressement complet dans les Balkans jusqu'à la fin de la guerre — sauf l'Albanie, dont la situation resterait régie par les décisions de la conférence de Londres et par l'accord austro-italien —, l'Italie obtiendrait, contre toute espèce de dédommagements possibles et imaginables, „une cession de territoire dans le Tyrol méridional, comprenant aussi la ville de Trente“, tout en tenant compte des besoins économiques et des nécessités de défense de la Monarchie.

Mais l'Italie, indignée du peu qu'on lui offrait, et si vaguement, ne voulait pas offrir la neutralité „bienveillante“, et elle demandait que l'Autriche aussi se désintéressât de l'Albanie (no. 58). En ce qui concerne cette dernière prétention, l'Autriche restait inébranlable (no. 60). Or, outre des concessions dans le Tyrol méridional et la création d'un État de Trieste, outre l'abandon des îles Curzolare, l'Italie voulait, par son projet du 8 avril, la possession à titre de souveraineté de Valona et Sasséno, avec un

hinterland convenable pour la défense, et le „désintéressement complet“ de l'Autriche en Albanie (no. 64).

Ces conditions furent rejetées comme exagérées le 16 avril (no. 71): la question albanaise touche „les intérêts les plus sensibles“ de l'Autriche et, du reste, elle appartient à l'Europe entière; on ajoutait que la Turquie, alliée de l'Autriche et de l'Allemagne, devait bénéficier aussi de la neutralité italienne. Au dernier moment M. Burian se déclarait disposé à entamer par rapport à l'Albanie une négociation qui pouvait mener même à un désintéressement, mais l'Italie, qui aurait cédé sous tous les autres rapports, aurait dû prendre la même décision, se bornant à la possession de Valona et de son territoire (p. 75). Et, comme, en outre, l'Autriche n'avait jamais cédé sur le point, que l'Italie déclarait inévitable, de la cession immédiate, la rupture eut lieu aussitôt, au mois de mai, produisant, dans les circonstances bien connues, la situation actuelle.

N. Iorga.

* * *

C. Filitti, *Lettres et extraits concernant les relations des principautés roumaines avec la France (1728-1810)*, Bucarest 1915.

M. Filitti a dépouillé pour la première fois les archives de l'ambassade de France à Constantinople, qui contient des correspondances avec les princes roumains et avec les agents placés à leurs côtés pour recueillir des informations¹ et exercer, à un moment donné, une influence favorable aux intérêts français. Il y a tiré les matériaux principaux de cette publication étendue, comprenant plus de 500 pages; certains documents sont tirés du fonds de Pologne aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères à Paris.

Le marquis de Villeneuve emploie, en 1728, les formules de la politesse la plus exquise pour commencer ses relations avec Nicolas Maurocordato, prince de Valachie à ce moment, et dont il affirme avoir connu „les dispositions avantageuses pour la nation française“, „l'inclination qu'il a toujours témoignée pour les Français“. Des échanges de vins valaques et de liqueurs françaises devaient agrémenter les preuves de bienveillance réci-

¹ On recevait à Jassy en 1750 „les Gazettes d'Utrecht et de Leyde et les manuscrits de Paris, Londres et La Haye“ (p. 25). Il faut ajouter „l'Observateur du cabinet“, paraissant à Amsterdam et à Londres (pp. 31, 89).

proque, et, comme le prince était un érudit, auteur d'un nouveau *De officiis*, en grec, on rencontre, en 1729, un envoi, de la part du roi lui-même, de l'édition des „Conciles du Louvre“ par Hardouin (p. 5); la nature du présent fait par Maurocordato peu auparavant ne nous est pas indiquée. Le neveu du prince, probablement ce dragoman de la Porte Alexandre Ghica, dont l'exécution pour avoir trahi les intérêts de l'Empire devait suivre de près le traité de Belgrade, négocié par le même Villeneuve, était chargé parfois de visiter l'ambassadeur. Cette correspondance nous apprend aussi l'existence à Bucarest d'„un François nommé Jean-Baptiste Marie Desmarets, médecin et chirurgien de profession, qui réside ordinairement dans les États de Son Altesse“ (pp. 8-9). Les relations avec le prince de Moldavie Grégoire Ghica, frère du drogman (pp. 6 et suiv., 9), ne sont pas empreintes de la même cordialité; elles sont aussi plus banales, se bornant à des lettres de félicitations pour les grandes fêtes de l'Église d'Orient.

Pendant le courant de l'année 1730, la peste emporta Maurocordato. Villeneuve présente ses condoléances au fils et successeur du défunt, Constantin (pp. 10-11), dont il attend „la même union et la même intelligence“.

Après un vingtaine d'années on retrouve les relations de l'ambassade avec Constantin Maurocordato, devenu prince de Moldavie. Des Alleurs lui recommande les intérêts des pères de St. Antoine, qui pensaient à élever une nouvelle église à Jassy. Des „caisses des livres“ arrivaient de Paris pour ce prince, aussi savant que son père (pp. 259-262, 265-266). De son côté, Constantin parlait de son „véritable attachement“ pour l'ambassadeur (pp. 262, 266; voy. des lettres politiques du même, 1740-1742, dans nos *Studii și documente*, VI, p. 571 et suiv.)¹. Lorsque Maurocordato se trouvait en exil à Constantinople, Des Alleurs intervint pour „tendre un bras généreux à l'infortune“ (p. 343), et il s'ef-

¹ Sur le passage par la Moldavie, en 1748, de M. de Tott, auteur du célèbre ouvrage sur les Turcs et les Tatars, pp. 262-263. — Sur la présence à Bucarest d'un Lyonnais, Joseph Conty, dans une situation misérable, pp. 269, 270. — Sur les déserteurs français et espagnols fuyant les camps autrichiens, pp. 270-271, 313, 317, 319. — Un chirurgien Coulomb était employé par le Pacha de Hotin (p. 273). — Sur un officier turc „qui a servi en Pologne et en France sous les ordres du maréchal de Saxe“, p. 320.

força de conclure une alliance politique entre ce prince et Constantin Racoviță, un de ses successeurs (p. 349 et suiv.).

Les lettres adressées au prince de Valachie Grégoire Ghica, auprès duquel se trouvait comme informateur français Jean, frère de Mathieu-Georges Mille (p. 264, 268 et suiv.)¹, sont beaucoup moins importantes. Ghica répond en italien. A sa mort, Des Alleurs signale au bon ami qui était Racoviță „les plaintes et les mouvemens extraordinaires des Valaches pour priver la famille de Gikas de cette Principauté“ (pp. 323, 327), puis l'émigration des habitants en Russie et la déposition du Kéchaïa du Vizir, son principal appui (pp. 332, 334). Le Hatman Bacha-Michalopoulo, agent des Ghica, „et ses adhérents de même étoffe“, répondaient par des intrigues (p. 343).

Un troisième groupe d'actes forment l'échange de lettres entre l'ambassadeur Des Alleurs, époux d'une princesse Lubomirski (Linchou lui est recommandé en 1750; p. 275), et l'agent F. Linchou, Grand-Sloudschar de Moldavie², vers la moitié du XVIII-e siècle (p. 11 et suiv.). Le prince Constantin Racoviță (voy. aussi p. 274 et suiv.) envoyait en même temps à l'„eltschi“ de France et à son vieux père des „*poloboks*“ ou „tonneaux de vin d'absinthe“, blanc et rouge, le *vin pelin* de Moldavie —, ainsi que des pommes dites „princières“ (*domnești*) (pp. 67, 74, 326-327, 328, 332)³. L'horloger du prince était le Génevois Jacob Arlaud (pp. 13, 44, 357-8; voy. sur ce personnage notre volume X de la collection Hurmuzaki, p. 551: sa fille Bălășica épousa l'agent Boskamp; un Grec Théodoridès était en 1763 l'horloger de la Cour⁴); il y avait un secrétaire français, et un certain Demeuret ou

¹ Sa fille épousa le marchand ragusan Cingria, souvent mentionné.

² Lié d'amitié avec le prince dès l'année 1740 (p. 88). Il achetait aussi pour Racoviță de la porcelaine destinée au Sérail, à Dresde (pp. 20, 84). On tirait de Constantinople le papier, le „baume de la Mecque“ et le „café du Caire“ (p. 90).

³ En 1750 l'ambassadrice de France recevait le régale de deux grands tonneaux d'absinthe rouge d'Odobești et Cotnari; *ibid.*, p. 26. Cf. pp. 30, 32, 288-289, 295. Le prince Michel, père de Constantin, jouissait de la même faveur (p. 32). Et, en échange, Des Alleurs faisait parvenir à Racoviță „six pièces d'écarlate de Paris et douze pièces d'étoffe de Lyon“ (pp. 301, 305).

⁴ Pour des montres d'or, *ibid.*, p. 40.

Muret passait par Jassy en 1750, narguant de ses prétentions. Des Alleurs lui-même, aussi bien que la Cour moldave; il s'avisait de partir vers la Pologne sans permission et déclarait que, si on le laisse enfermer dans un couvent, il se fera rénégat et dans peu de temps, avec „quarante Turcs“ après lui, il se présentera devant le palais; cela ne l'empêcha pas de passer quelques jours entre les murs du cloître de Galata (p. 15). Des Alleurs approuvait ces rigueurs et promettait au coupable, s'il vient jamais à Constantinople, de „luy faire sentir tout le poids de son autorité“, le renvoyant en France „pieds et poings liés“ (p. 17; cf. pp. 274-275). Demeuret avait déjà mis un turban sur la tête et il déclarait s'appeler désormais Méhéméd (p. 19). Des déserteurs s'arrêtaient en Moldavie, et à Jassy les Franciscains demandaient l'appui de la France pour pouvoir se bâtir une église (p. 16). Un sieur Desbordes passait, peu de temps après, par la Moldavie et était reçu solennellement par le prince (pp. 22-23, 27, 277-278, 279 et suiv., 283-284). Les agents qui achetaient pour Racovița de la porcelaine, destinée au Sérail, à Dresde étaient le père Laydet, dont l'ambassade demandait ensuite le renvoi¹, et un certain Barbier (pp. 34 et suiv., 295 et suiv., 318), dont Racovița fit en 1752 son représentant officiel en Crimée (pp. 322, 325, 330, 332).

Mais les boïars ne voyaient pas de bon œil l'emploi des étrangers; ils maugréaient çontre Linchou, qui avait emmené son frère dans le pays et paraissait „vouloir remplir le pays de François“ (p. 60²). Sur un François Chahert, mêlé aux affaires des Linchou, pp. 91-92) de sorte qu'il fut contraint de dissuader à son père des affaires dans la principauté, où celui-ci se rendit néanmoins en 1753 (pp. 88-89, 91-92). „Un établissement franc“ dans le pays lui paraissait, aussi à cause de la jalousie russe³, impossible (*ibid.*, cf. pp. 63-66, 73-74, 83, 88).

¹ Il ne fut remplacé qu'en 1756 par le père Joseph (p. 185). — Sur le père François Mansi, en 1748, p. 259 et suiv.

² Voy. aussi p. 89.

³ Linchou dénonçait en 1753 la levée secrète, par un certain Georges Danisi, avec cent-complices, de troupes en Moldavie, „3.000 Arnoutes, Serbes, becchlis et autres“, par un agent russe; p. 86. Cf. *ibid.*, p. 91. La Porte donna l'ordre de laisser mourir en prison les suborneurs, mais la Russie envoya en 1756 un officier pour les réclamer: bien que Grecs d'origine, ils avaient leurs familles à Nijni-Novgorod („Nisnat“; pp. 172-173; cf. pp. 176-177, 315).

Les relations de Racoviță avec les Français lui permettaient de demander à la „nation“ du Levant l'emprunt de la somme nécessaire pour le renouvellement de sa dignité princière, en promettant en échange de la cire livrée à Galatz jusqu'à la quantité de 15.000 ocas (pp. 19-20, 24, 44-45, 300, 304-305, 306); la cire était offerte aussi à la Maison Hübsch et Cingria, ainsi qu'à Magy et Compagnie. Les marchands de cire turcs avaient été chassés avec les autres Musulmans (p. 90). L'ambassadeur posait ses conditions: le prix de 37 paras l'oca et la livraison préalable à Galatz; il serait disposé à risquer lui-même 3.000 piastres dans cette affaire (pp. 21, 27, 28 et suiv., 90, 276, 279). Ces conditions ne furent pas acceptées par le prince. On faisait aussi des achats de laine en Moldavie (pp. 25, 27). La princesse, femme de Racoviță, voulait placer, en 1752, 50.000 piastres „sur la caisse nationale“, pour un intérêt de 8 % (pp. 42-3, 302, 304), à l'insu des Juifs de Constantinople, créanciers de la famille: cette fois, des objections vinrent de la part de la „nation“, encombrée de capitaux, qui ne consentait qu'à accepter un dépôt pour le terme d'une année, à 7 % (pp. 42 et suiv., 52), mais on finit par s'entendre (pp. 306, 308). Des Alleurs voulait avoir des lévriers de Moldavie (pp. 42, 45, 46-48, 51, 54, 61, 62, 67, 323, 326, 328-329, 332, 337, 342) et des chevaux isabelle (pp. 277-278). Racoviță désirait que l'ambassadeur le préférât à tout autre acquéreur, s'il voulait se défaire de la maison dite „de Marcellin“, qu'il est en train d'acheter à Constantinople (pp. 58, 61, 316). Des Alleurs renonça à son droit de priorité (pp. 65, 320-323 etc.)¹.

Pendant l'année 1753 ce prince „au cœur vraiment français“ (pp. 49, 126) et qui déclarait lui-même être parmi „ceux qui s'intéressent au bonheur de la France“ (p. 298), était remplacé par Mathieu Ghica, mais il obtenait le trône, plus rentable, de Valachie, où il continua à entretenir sa correspondance avec les ambassadeurs de France, à Varsovie et à Constantinople, faisant passer les lettres secrètes et transmettant les nouvelles politiques. M. Filitti nous donne, non seulement les relations avec Broglie, représentant du roi de France en Pologne (p. 95 et suiv.)², mais

¹ Passage de Fonton en Pologne, pp. 315, 317 (1752).

² Des Alleurs était déjà mort le 17 novembre 1754 (p. 129), et le secrétaire de l'ambassade assurait le prince Racoviță qu'il a perdu „un sincère et parfait ami“ (*ibid.*). — Sur la mort du Sultan Mahmoud (1754), voy. pp. 137-138.

aussi celles qu'il continua avec Des Alleurs (p. 349 et suiv.). Linchou servait, comme auparavant, de médiateur. Il s'agissait de fonder dans cette autre principauté un „commerce avantageux entre la Valachie et la nation françoise“, un „établissement françois“ (pp. 99 et suiv., 350). On proposait de récompenser Racoviță, jaloux de ce que son rival de Moldavie était prince d'Empire, pour ses efforts et les dépenses qu'ils entraînaient, par l'envoi d'un portrait de Louis XV (pp. 116, 117)¹. Le prince de Conti voulait ajouter aux efforts de Linchou ceux d'un ancien ami et conseiller de Racoviță, Thomelin (p. 324)².

A partir de l'année 1755 les documents concernent de nouveau les relations de Linchou et de son prince avec l'ambassade de France à Constantinople, où de Vergennes avait pris la place de Des Alleurs. Cette partie est très riche en informations concernant la Turquie: changement du Pacha de Vidin, querelles turques à Belgrade (révolte militaire de 1755; voy. surtout pp. 163-164, 175). Linchou était fiancé en 1755 à une dame moldave, Ancuța Sturdza, ou bien, dans son langage gréco-provençal, „kokona Ankocho Sturge“ (pp. 159, 176). On lui fit observer qu'un Français ne peut se marier en Levant sans une permission ministérielle particulière (pp. 165-166), mais Vergennes était, du reste, disposé à „fermer les yeux“. „Je suis ici“, faisait observer Linchou, à ce moment maître des recettes du prince“, *Cămăraș*³, „avec la connoissance et même l'approbation de la Cour“, et „on peut regarder ce pays comme une partie de la Chrétieneté et exclue du Levant“, où il ne s'est pas établi pour toujours (pp. 169-170, 377, 379-380⁴).

Vers le printemps de l'année 1756, Racoviță, bien que confirmé pour trois ans en 1755, fut renvoyé en Moldavie, à la grande

¹ Linchou promettait de marier une riche nièce de son maître au fils du Palatin de Bieltz (*ibid.*, p. 129).

² Sur l'emprisonnement du médecin italien Joseph Pirani, accusé d'avoir amené par son inexpérience la mort de la princesse, voy. p. 350 et suiv. Cf. nos *Studii și documente*, XV, p. 163. Des Alleurs intervint pour la délivrance de ce malheureux.

³ Le prince lui devait en 1756, à lui et à son frère Pierre-François, 114.000 piastres ocas de cire (pp. 190, 194, 196). Jean-Baptiste Linchou avait à Constantinople des démêlés avec M. „Chesnier“, le père d'André Chénier (I. p. 211, 215 et ailleurs).

Sur les premières relations de Vergennes avec Racoviță, pp. 365-368.

satisfaction de Linchou et au plus grand profit de la correspondance française et d'espionnage en Pologne (pp. 176-177). Vergennes avait même un plan nouveau pour organiser la transmission régulière des lettres d'information: chaque semaine il y eut désormais un courrier entre Jassy et Lemberg (p. 178). Vergennes s'intéressait „véritablement“ aussi à d'autres Français établis en Moldavie, les Mille, Jean et Georges (pp. 384-385), „bons François et beaux-frères du sieur Deval“, sieurs dont l'un, appelé à la grecque Yanakaki, arriva à être staroste de Cernăuți, à la frontière polonaise (*ibid.* et p. 182). Ils avaient servi précédemment la famille Ghica. Pendant ce même printemps, de Lancey, consul en Crimée, recommandé de l'ambassade, passa par Jassy (pp. 179, 182, 389-391). Linchou proposait même l'établissement d'un consul de France à Jassy (p. 193): „Son Altesse, bien loin de s'y opposer, en serait au contraire, charmée“¹.

Au mois de mars 1757, Scarlat Ghica obtint la principauté de Moldavie, et Racoviță dut partir sans avoir fourni aux Linchou la quantité de cire qu'il leur devait (pp. 216-217). Notre Linchou se disposa aussitôt à accompagner son maître dans son exil à Constantinople. Mais il revenait à Jassy, où il se trouvait au mois de juin (p. 220)².

Par cette déposition cessèrent les rapports avec les envoyés de France en Orient de ce prince que Des Bordes qualifiait ainsi en 1750: „Pour ce qui regarde la personne de Son Altesse, j'ay été extrêmement surpris de sa conversation, car, comme je connois Messieurs les Grecs du Fanar, je puis bien dire que je n'ay jamais vu parmi eux une personne aussi accomplie, aussi gracieuse et aussi polie que ce prince, et qui reçoit son monde avec une aisance comme s'il était élevé à une Cour chrétienne“ (p. 280). Bien qu'il n'ait pas écrit lui-même la lettre du 11 mai, par laquelle il se défend du soupçon d'avoir pris en mauvaise partie l'appui accordé par l'ambassadeur au prince Constantin Maurocordato, il a cependant inspiré et signé ce morceau de dignité et de haute charité chrétienne qui lui fait le plus grand

¹ Sur le rôle que jouait à Constantinople une certaine Madame Rambaud, qui intervenait aussi dans les affaires du Patriarcat, voy. pp. 208, 210-11. Sur le Patriarcat, aussi pp. 823, 827.

² Jean Baptiste Linchou avait à Constantinople des démêlés avec M „Chesnier“ (p. 211 et ailleurs).

honneur (pp. 344-347). „Je prendray“, y est-il dit, „la liberté de prier Votre Excellence de vouloir bien continuer au prince Constantin ses bons offices, et je vous avoueray que je prendray sur moy tous les services qu vous pourrez luy rendre à l'avenir : je vous en auray la même obligation que si j'en étois honoré moy-même. Mais il continuait à croire que Maurocordato poursuit une restauration, faute de quoi „il sortiroit de la carrière dans laquelle il s'est engagé et sa désertion serait un crime“ (pp. 356-357)¹.

Vergennes n'avait pas été en état de sauver l'ami constant de la France; il se déclarait, en mars, „pénétré de la plus vive douleur du changement qui vient d'être fait dans la principauté“, un vrai „coup de foudre“ pour lui (p. 421). Il protestait envers le prince déposé de sa sympathie, de sa „reconnaissance“, mais il se gardait bien de promettre un appui effectif, que, probablement, il ne croyait pas possible. Le prince de Valachie était, dès le mois de février 1756, cet ami de Vergennes à l'égard des agissements duquel Racoviță entretenait depuis longtemps des doutes, Constantin Maurocordato (pp. 422-423). Toute une correspondance concerne les relations entre cet ancien ami des ambassadeurs de France à Constantinople² et Vergennes (p. 422 et suiv.): comme son cousin, Grégoire Ghica, Maurocordato écrivait en italien. Il entretenait comme agent en Pologne un Grec, Photakis (p. 426). Un certain Fournier, de Paris, s'offrait, comme à l'époque de Des Alleurs, en qualité de „correspondant de littérature“ du prince (p. 429), qui empruntait des manuscrits appartenant au comte Orlick de Pologne (p. 430). L'ambassadeur n'avait pas négligé d'entamer des rapports politiques avec le nouveau prince de Moldavie, Scarlat Ghica, qui gardait Jean Mille près de lui (p. 433 et suiv.) et permettait même aux Linchou de continuer leurs affaires, les acheminant vers une liquidation finale (pp. 438 et suiv.).

Linchou essaya d'obtenir à son maître le trône de Moldavie par une révolte des boiars; il employa dans ce but la présence de son frère à Jassy. Mais une lettre fut interceptée par l'agent de Moldavie à Constantinople et le confident de Racoviță fut jeté en prison le 11 mars 1760 : malgré l'intervention pressante de

¹ L'ambassadeur répondait, du reste : „Je ne me rends caution que de moy-même“ (p. 359).

Vergennes, l'imprudent conspirateur, fidèle jusqu'au bout, et au prix de sa vie, au seul prince qu'il eût consenti à servir, était décapité, le lendemain même¹.

Sous Jean Callimachi, successeur de Ghica, Vergennes recommandait le marchand français Rambaud, qui avait une dette à réclamer au boïar Ianaki Cantacuzène (pp. 442-443). Ce prince, ancien drogman de la Porte, employait aussi Mille, casé à Cernăuți, mais surtout un certain de la Roche, dont nous avons publié la correspondance en Pologne dans notre ouvrage *Documentele familiei Callimachi*, II, Bucarest 1903, p. 231 et suiv. A l'occasion de la retraite de Callimachi, dont le remplaçant fut son fils Grégoire, Vergennes écrivit, le 17 juin 1761, une lettre pleine des assurances d'une estime particulière pour celui qui, après une vie employée sans interruption au „service de l'Empire“, „avait désiré son repos“ (p. 444). Les bonnes relations furent reprises avec le fils: le prince Grégoire fit soigner pendant sa maladie le consul de France en Crimée, Fornetti, de passage en Moldavie (pp. 445-446) et l'aida de toutes ses forces à apaiser le différend entre Polonais et Tatars. La correspondance française en Pologne continue par l'intermédiaire de Mille, „directeur de la correspondance étrangère“, et de l'Italien Gianpietro Nagni, „secrétaire des Affaires Étrangères“, sous Grégoire, fils d'Alexandre Ghica, ancien drogman de la Porte, qui fut prince de Moldavie de 1764 à 1767². De la Roche était employé comme agent à Varsovie. Nagni, malade, n'attendait que la déposition de son prince, Grégoire Callimachi, revenu au pouvoir, pour se retirer à Rome, sa patrie, ayant visité précédemment la France (p. 509). On a aussi une lettre de St.-Priest, le nouvel ambassadeur à Constantinople, au prince Callimachi (p. 221).

St.-Priest eut des relations, en vue de favoriser la même correspondance de Pologne, avec les princes roumains nommés après que le traité de Keutschuk-Caïnardschi eût mis fin à la guerre russo-turque (1768-1774).

¹ Le prince Constantin, exilé à Lemnos, obtint seulement en 1763 le trône de la Valachie. Il mourut le 8 février de l'année suivante.

² Passage de l'agent Bourbier en 1765, p. 470; celui de l'officier Parson en 1767, pp. 482, 484, 487-488, 494-495, 497; celui de Tott, même année, p. 482 et suiv.; des officiers pour la remonte (avec le capitaine Schmitz), en 1768, pp. 508-513.

Alexandre Hypsilantis (Ipsilanti), nommé pour la Valachie, faisait de grandes protestations d'amitié à l'ambassadeur; il avait trouvé à Bucarest, de passage, un „sieur de Carnot“ (pp. 221-222). Mais l'agent qui réunissait auparavant la qualité de secrétaire princier et de chargé de la correspondance avec la Pologne manque après la guerre¹. En échange, le cuisinier Mesnard, connu aussi par ailleurs, fournissait la table du prince (pp. 242, 526-7).

En Moldavie, si M. Filitti ne nous présente pas des lettres de Grégoire Alexandre Ghica, revenu aussitôt après la paix, on peut lire des missives de Constantin Mourousi, son successeur (p. 225 et suiv.); il avait engagé, — de la Roche étant parti (cf. p. 239) — pour sa chancellerie l'abbé Marchant (p. 226). Un Pierre Chabert, „parent de la belle-mère“ de St. Priest, s'établit aussi dans la Capitale moldave (p. 227). L'ambassadeur eut une discussion avec Mourousi par rapport à la prohibition, prononcée par ce prince, de l'eau-de-vie polonaise (pp. 229 et suiv., 518 et suiv.): Mourousi observait qu'„il est bien facile dans toutes les affaires de ce monde, qui ont ordinairement différentes faces, de les représenter et de les considérer du côté qui nous paraît le plus favorable“ (p. 232) et que l'eau-de-vie à bon marché de la Pologne „ruine le paysan, le rend tout à fait incapable de travail, le fait devenir fainéant et enfin misérable“, mais il avouait que les boïars fabriquaient eux-mêmes l'alcool pernicieux (p. 519).

Nicolas Caradscha (Caragea), successeur d'Hypsilantis et ancien agent des Principautés à Constantinople, était prié, dès la début de son administration, d'accepter le médecin Jaoul, docteur de Montpellier, „homme profond dans son art“ et recommandé par le médecin du duc d'Orléans (pp. 240-241); on lui transmettait aussi la demande d'emploi du drogman Nicolas Dan-dolo (p. 241), et enfin on était prêt à lui fournir un „secrétaire pour le françois et le latin“, capable de veiller à la correspondance de Pologne et même de Hongrie' (*ibid*; cf. pp. 241-242). Caragea fut moins prévenant que ces prédécesseurs envers les désirs de l'ambassade de France: il objecta avoir déjà un

¹ Passage du chevalier de St.-Priest, frère de l'ambassadeur, et des comtes Ludolf, beaux-frères du même, en 1780, pp. 234, 236. Celui de Mazaret, médecin, en 1780-1, pp. 237-238. — Hypsilantis recevait de l'ambassadeur des envois de vins (p. 237).

médecin grec, Iorgaki Skoulida, et un secrétaire, recommandé par l'ambassade d'Angleterre, le nommé Weber (p. 242), mais il acceptait volontiers l'agent pour la correspondance. Il installait dans ce poste l'ancien secrétaire de la Roche lui-même (pp. 243, 246)¹.

Un précepteur des jeunes princes pour le français et l'allemand, — Caragea préférait l'italien —, „si cette langue est jugée leur être utile“, était recommandé en 1783 dans la personne du sieur Albert (pp. 252, 353): il avait, de plus, „une bonne plume“. De la Roche fut aussi le secrétaire du nouveau prince, Michel Soutzo (p. 254).

Quant on aura des matériaux pareils empruntés aux autres archives d'ambassade à Constantinople, on pourra se former une idée plus complète et plus juste du rôle joué par les princes „phanariotes“ sur le Danube, sur leur capacité politique et leurs sentiments: leur personnalité paraît devoir en ressortir rehaussée.

N. Iorga.

* * *

N. Iorga, *Documente grecești privitoare la istoria Românilor, publicate după originale, copiile Academiei Române și tipărituri*, I-ère partie (1320-1716), Bucarest 1915 (forme le volume XIV de la Collection dite „Hurmuzaki“).

Pour renseigner nos lectures sur le contenu de ce volume de 766 pages, renfermant 759 documents grecs, de 1320 à 1716, nous reproduirons, dans sa forme française, la brève préface qui le précède:

„Il y a quelques années, publiant un recueil d'actes grecs concernant l'histoire des Roumains², l'actif éditeur et bibliographe qui a été le professeur Émile Legrand témoignait de son étonnement de ce que l'Académie Roumaine n'avait pas donné jusqu'alors, à côté des documents dans toutes les langues que contient la collection Hurmuzaki, aussi des documents dans celle que parlaient, entre eux au moins sinon dans leurs relations avec le pays, les Phanariotes détestés, mais aussi, en dehors des

¹ Passage de Massol et de Morin vers Cherson, où prospérait la Maison française Antoine et Sauron (p. 247), en 1782; pp. 243-244; celui du vicomte de Caraman se rendant pendant l'année 1783, en Transylvanie, pp. 249-251.

² *Bibliothèque grecque vulgaire*, IV.

ces princes, un si grand nombre de ceux du XVII-e et même du XVI-e siècle qui avaient reçu une éducation constantinopolitaine. L'érudit français croyait pouvoir attribuer cette lacune à une certaine inimitié persistante de notre société, et même des explorateurs de la science qu'elle contient, contre une époque qui n'a pas sans doute été flattée dans les jugements de la postérité.

Il n'y avait rien de tout cela. Peut-être chez quelques-uns une manière personnelle d'apprécier les choses, des ressentiments qui ne pouvaient pas se généraliser et qui n'étaient pas de nature à nuire aux études sur notre passé, lesquelles choisissent parmi les sources d'après leur importance, et non d'après la langue dans laquelle elles sont rédigées.

La preuve la plus évidente qu'une intention hostile manquait complètement on peut la trouver dans l'empressement avec lequel l'Académie Roumaine accepta l'offre de tirer des copies des actes grecs conservés à Constantinople, surtout dans la Bibliothèque du Métoque du St. Sépulcre, que fit, il y a environ vingt-ans, l'infatigable érudit Manuel Gédéon, dont les travaux sur le Patriarcat de Constantinople avaient été aussitôt après leur apparition connus et utilisés chez nous, ainsi que le furent, du reste, aussi les publications, si soignées sous le rapport philologique, de Le grand lui-même. Pendant des années on reçut à Bucarest ces copies, laissant même à celui qui les fournissait la liberté de les répéter parfois, — à la même date ou à une autre —, ce qui a été, nous pouvons le dire, une cause de fréquentes difficultés pour nous-mêmes et de dépenses inutiles pour l'Académie, à l'occasion de l'impression de ce volume. Rappelons que, peu de temps après, nos „Annales“ contenaient la correspondance grecque, découverte à Venise, de la famille du prince de Valachie Mihnea le Rénégat, les actes, dans la même langue, qui furent trouvés dans les dossiers d'Innsbruck, de l'exil du prince moldave Pierre-le-Boiteux, ainsi que les notices sur ceux des manuscrits grecs de Vienne qui concernent nos pays ou qui se sont trouvés entre les mains d'un propriétaire roumain (volumes XVIII, XX, XXI des „Annales“) Depuis lors d'autres contributions grecques à l'histoire de notre pays ont été reçues avec empressement dans le périodique de l'Académie Roumaine.

Quand, plus tard, par mon intermédiaire, le regretté A. Papa-

dopolous-Kerameus, professeur à Pétersbourg, fit la proposition de former tout un volume de cette collection en publiant les matériaux concernant les Roumains qui se trouvaient parmi les nombreuses copies dues à ses infatigables recherches, la section historique accepta volontiers de consacrer à cette catégorie de sources le volume XIII. Et cela bien qu'on lui eût présenté des actes très importants, sans doute, mais évidemment disparates — du discours de festivité à la chronique, des vers d'encomiaste et des exercices de rhétorique versifiée aux lettres privées, des diplômes patriarcaux aux catalogues de régents — et certains d'entre eux absolument étrangers au passé des Roumains. Presqu'au même moment, un voyage à Constantinople des membres de l'Académie, aujourd'hui défunts, D. A. Sturdza et I. Kalinderu, amena l'acquisition de vastes matériaux d'actes grecs, parmi lesquels pour le XVIII-e siècle nombre de lettres inédites des Phanariotes, pour l'époque ultérieure à l'année 1848 de précieuses copies des rapports de l'agent valaque à Constantinople, mais pour la partie plus ancienne des copies, meilleures ou plus mal faites, qui correspondaient à celles qui avaient été procurées par M. M. Gédéon.

Dans ces circonstances j'ai eu le courage d'essayer une publication — d'après des inédits en première ligne, mais aussi d'après l'édition, donnée par Miklosich et Müller, du précieux manuscrit de Vienne contenant les relations du Patriarcat de Constantinople au XIV-e et au XV-e siècle, d'après les livres de Legrand, tirés en 300 exemplaires de luxe, d'après nos „Annales“, moins répandues à l'étranger et moins bien conservées ici même, d'après des revues et brochures — une publication, sinon intégrale — car qui pourrait se croire en état de la faire? — *mais au moins ayant un caractère plus vaste, dans laquelle puissent se refléter toutes nos relations avec la civilisation grecque, la société grecque, la nation grecque et les institutions ecclésiastiques des Grecs.*

On y trouvera donc: 1^o Des actes rédigés par des Roumains en grec; 2^o Des lettres de didascales, de chefs de la grécité aux différentes époques, adressées à leurs amis et protecteurs du pays que tous les Grecs nommaient Τζάρα (en roumain: Țara, patrie); 3^o Des actes relatifs aux dons faits par les habitants de cette Τζάρα aux Grecs des monastères, aux Grecs des écoles — nous prouverons dans un travail spécial, destiné à nos „Annales“,

que la grande école nationale de Constantinople est une fondation du prince moldave Aaron (1591-5), de la lignée des Lăpușneanu —, aux Grecs des établissements de bienfaisance et 4^o Des actes relatifs aux relations des Patriarches, des Métropolitains et d'autres ecclésiastiques grecs — surtout celles de Chrysanthos Notaras, Patriarche de Jérusalem et lumière de l'érudition hellénique, dont le portrait orne ce volume —, avec les chefs de nos Églises ou avec ces princes de Valachie et de Moldavie dans lesquels ils ont vu jusqu'après 1700 — et ils l'ont déclaré nettement dès l'époque de Mihnea le Rénégat (vers 1590), par la bouche d'un homme de l'importance de Mélétius Pigas — des βασιλεις, des „empereurs“, successeurs des Césars de Constantinople, patrons munificents —, comme Basile Lupu, qui prit sur son compte les dettes de la „Grande Église“ et la conduisit selon son bon plaisir, faisant élire et déposer les Patriarches, — de l'orthodoxie entière et de l'hellénisme qui vivait de cette orthodoxie et sous son ombre.

Si un philologue avait fait cette publication — et je pense surtout à l'érudit toujours exact et d'une information extraordinairement riche qui est M. D. Rouso —, elle se présenterait dans une forme extérieure plus satisfaisante. Mais l'historien seul était appelé à faire le choix et à donner l'interprétation, qui n'a pas été toujours facile. Je crois avoir gagné ce droit par une familiarisation de longue durée avec tous les détails de notre histoire aux différentes époques.

Le circonstances aussi ne m'ont pas été favorables pour faire encore mieux que je n'y ai peut-être réussi. Ces trois années pendant lesquelles j'ai travaillé à ce premier volume, — que j'arrête à l'époque des Phanariotes, à la „date classique“ pour son commencement: 1716, — ont été les plus agitées de notre histoire contemporaine, et qu'on me permette de dire que les événements m'ont souvent imposé, impérieusement, d'autres devoirs plus pressants, en tout cas, sinon plus importants, que celui de l'éditeur attentif et dévoué de documents historiques.

Les notes sont rares, et cette Préface même, qui aurait pu y suppléer, est brève. Mais je rappellerai que tout ce dont elles pouvaient se composer a paru, au courant de ces trois années, sous une autre forme. C'est de ces explications qu'ont été faits nos mémoires sur Basile Lupu et les Patriarches de son époque,

sur les relations de nos princes avec la Thessalie, l'Épire, les îles de l'Archipel, la Thrace, sur le rôle des Roumains dans la vie de la Sainte Montagne de l'Athos, sur les liens culturels du prince de Valachie Constantin Brîncoveanu avec l'hellénisme, qui ont paru dans les „Annales“. Le lecteur étranger trouvera tous ces mémoires dans les deux volumes parus jusqu'ici du „Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine“. Quelques autres études (relations des Principautés avec les Patriarcats de Jérusalem, d'Alexandrie et d'Antioche, avec les Églises slaves) suivront. Je crois que l'Académie admettra la réunion de ces études dans une seule publication.

Je finis ces lignes avec l'espoir qu'on voudra bien reconnaître à l'éditeur de cette publication, non seulement beaucoup de bonne volonté et de travail, mais aussi quelque compétence. Cela m'encouragera à travailler avec encore plus d'assiduité aux volumes qui feront suite.

Une centaine de copies faites par M. Gédéon se sont perdues, malheureusement, à l'imprimerie, bien qu'elles eussent été transmises dans les meilleures conditions: elles contenaient des actes postérieurs à l'année 1700. Dans un futur voyage à Constantinople nous les copierons et ajouterons aux autres.“ H.

* * *

Dr. P. N. Oreschkoff, *Autobiographie de Sophronius de Vratza* (en bulgare), publiée par l'Académie Bulgare des Sciences (No. 9 de la „Bibliothèque Bulgare“), Sofia 1914.

A la fin du dix-huitième siècle et dans les deux premières années du dix-neuvième vivait en Bulgarie un pauvre prélat que les souffrances de toutes sortes obligèrent enfin à abandonner ses ouailles, qu'il ne pouvait secourir en aucune façon, et à chercher refuge à Bucarest. Il s'appelait Sophronius et était évêque de Vratza. Reçu avec bienveillance par Dosithée, Métropolitte de Valachie, qui le présenta à son tour au prince Constantin Ypsilanti, il occupa ses loisirs à traduire et à écrire des livres en bulgare. Parmi ces livres, celui qui a la plus grande importance pour l'histoire et qui a déjà été amplement exploité est l'autobiographie ou, selon les termes de l'époque, la *Vie (Jitié)* de l'auteur. Cette biographie est en même temps une chronique des événements qui ont bouleversé la Turquie sous le règne de Sé-

lim III. On sait que les réformes de ce souverain, entreprises avec zèle, mais conduites sans système et sans esprit de rénovation, dégénérent en une dure oppression fiscale, qui provoqua des désordres terribles. C'est l'époque des Kirdschalis, dont les bandes dévastaient les provinces européennes de l'empire et étendaient leurs déprédations jusque dans l'intérieur de la Valachie ; c'est aussi l'époque d'une décomposition effrayante, puisque les Pachas plus riches ou plus ambitieux se déclaraient rebelles à l'autorité de la Porte et gouvernaient leurs provinces en maîtres absolus, comme Mehmed Bouchatli à Scutari, Ismaïl-bey à Serrès, les fameux Osman Pasvantoglou à Vidin et Ali-Pacha à Ianina.

De cette époque la Biographie de Sophronius trace un tableau saisissant, comme son contemporain Denis l'Écclésiarque, dans son *Hronograful Terii-Românești* (1814). Comme source d'histoire et comme monument de la littérature bulgare moderne à peine naissante au début du siècle dernier, la *Vie* de Sophronius jouit d'une grande popularité en Bulgarie. Le célèbre patriote, publiciste et écrivain bulgare Rakovski l'a publiée en 1861 dans son journal *Dounavski Lebed* („Le Cygne du Danube“), paraissant à Belgrade (nos. 55-61), d'après une copie que le savant philologue russe Victor Grigorovitch lui avait communiquée; mais Rakovski note qu'il a introduit certains changements dans l'orthographe du texte. Après lui et d'après le texte publié dans le „Dounavski Lebed“, V. Stoïanoff prépara une seconde édition, qui parut dans le *Périoditschesko Spissanié* („Revue Périodique“) de la Société Littéraire Bulgare, I-ère année, V et VI, Brăila 1872. Le nouvel éditeur modifia à son tour l'orthographe et la ponctuation de Rakovski. Enfin, en 1906, à l'occasion du premier centenaire du livre bulgare, M. A. Théodoroff-Balan, professeur à l'Université de Sofia, publia une troisième édition de la *Vie* de Sophronius en se tenant aux deux premières et en accordant la préférence aux „traits vraisemblables“ du texte original.

Ainsi donc, de ces trois éditions, aucune n'était la reproduction fidèle du manuscrit de l'évêque de Vratza, puisque aucune n'était confrontée avec l'original, qu'on savait pourtant être dans les Archives de Russie.

La nouvelle édition de P. Oreschkoff satisfait à cette condition essentielle. En travaillant dans les Archives d'État de Pétersbourg, où il transcrivit quelques documents importants concernant Pas-

vantoglou et son temps (voir le *Sbornik* de l'Académie Bulgare des Sciences, I. III, 1914), l'auteur trouva un reçu écrit et signé de la main de Sophronius et remis au consul de Russie à Bucarest en 1809 contre certains effets qu'il en avait reçus d'ordre du feldmaréchal prince Prozorovski. L'écriture de ce document est absolument identique à l'écriture du manuscrit no. 1204 de la Bibliothèque Impériale Publique de St. Pétersbourg, collection Pogodine. Ce dernier manuscrit de 363 folios porte le titre „Confession de la foi orthodoxe par Sophronius évêque de Vratza“. Orné d'un portrait en aquarelle de Sophronius, le manuscrit est divisé en quatre parties, dont la dernière (fol. 353-362 V^o) contient „la Vie et les souffrances du pécheur Sophronius“. La comparaison du ms. no. 1204 avec le reçu de 1809 amena l'auteur à la conclusion catégorique que les deux pièces étaient écrites de la même main et que par conséquent on était en présence de l'autobiographie de Sophronius.

M. Oreschkoff nous donne une édition irréprochable au point de vue technique et philologique. Dans une longue introduction (pp. 1-34) il décrit d'abord le ms. „Confession de la foi orthodoxe“ puis fait l'historique des différentes éditions de la „Vie de Sophronius“, en indiquant les lacunes constatées dans Stoianoff, l'orthographe de celui-ci et son vocabulaire. Ces notes constituent une savante et minutieuse analyse philologique du texte. Dans le chapitre du vocabulaire il est curieux de relever les explications des termes littéraires slaves, puis des mots roumains, grecs, turcs et serbes, que l'auteur supposait peu familiers à ses lecteurs, par des mots populaires ou turcs, accessibles au peuple. En effet la langue du texte n'est, ni le slave liturgique (*kirchenslavisch*), ni le bulgare populaire dans un de ses grands dialectes, le dialecte oriental et le dialecte occidental. Elle est un mélange d'archaïsmes et de récit populaire, tantôt dans le dialecte oriental (Sophronius était né à Kotel, dans la Bulgarie du Sud-Est), tantôt dans le dialecte occidental, puisque l'auteur avait passé plusieurs années de sa vie à Vratza et à Vidin; de plus il avait subi des influences étrangères, l'influence serbe notamment.

Ces particularités, avec les abréviations et les ligatures, rendent le texte d'une lecture un peu difficile. Aussi M. Oreschkoff, qui publie le texte fidèlement d'après le ms. (pp. 47-78), a eu soin

de le corriger ensuite et de le transcrire en bulgare moderne (pp. 77-117).

Cette dernière partie du volume est la plus importante. Elle fait disparaître les obstacles auxquels pourrait se heurter le lecteur ordinaire; de plus l'auteur a pris soin de bourrer le texte de notices historiques, qui sont autant de jalons permettant de s'orienter dans les événements et les choses que Sophronius mentionne dans sa biographie. Sauf quelques petites erreurs, ces notices sont très exactes et très à propos.

Le volume est orné du portrait de Sophronius, d'après l'aquarelle du manuscrit, et de quelques reproductions photographiques du même.

Par cette publication, faite selon les exigences de la méthode scientifique, M. Oreschkoff a rendu un véritable service aux philologues et aux historiens bulgares.

N. Mileff.

* * *

N. Iorga, *Phases psychologiques et livres représentatifs des Roumains, spécialement en ce qui concerne les relations entre „le roman d'Alexandre“ et la carrière de Michel-le-Brave* (extrait des „Annales de l'Académie Roumaine“, XXXVII; un résumé en sera donné dans le „Bulletin de la section historique“).

Les anciennes chroniques moldaves montrent comme idéal des contemporains les héros de la Bible: le devoir suprême est d'accepter les ordres de Dieu. Étienne-le-Grand veut être seulement un David, vaillant et pieux. A partir de Neagoe Basarab prince de Valachie (commencement du XVI^e siècle), un nouvel idéal, politique, commence à poindre: Neagoe, qui a compilé des préceptes pour son héritier, nommé Théodose, d'après la grande tradition byzantine, tend à renouveler sur cette terre roumaine les fastes de l'Empire d'Orient; époux d'une „despina“ serbe comme Neagoe, Pierre Rareș, prince moldave, a la même orientation: il fait rédiger par la moine Macarius une chronique de son règne, décalquée sur celle de Manassès, dont on emprunte jusqu'aux ornements de style et aux épithètes. L'esprit chevaleresque, la tendance invincible vers les aventures, le renouveau des croisades atteint l'Orient chrétien aussi dès la moitié de ce même siècle. Il y avait déjà une traduction serbe du „roman

d'Alexandre“; une version roumaine d'après ce texte slave fut réligée avant 1600.

Or à ce moment apparaît sur les rives du Danube roumain la grande figure héroïque de Michel-le-Brave, prince valaque, vainqueur du Grand-Vizir Sinan, conquérant de la Transylvanie en 1599, de la Moldavie en 1600, qui rêvait du trône de la Pologne et de la couronne des Césars byzantins et qui, vaincu par la révolte des nobles magyars de cette Transylvanie, devenue sienne, et par la trahison du général de l'Empereur, qu'il reconnaissait pour son suzerain, vint échouer en Valachie devant les armées du chancelier Jean Zamoyski pour être tué traîtreusement par le même général impérial, Basta, le lendemain d'une victoire vengeresse sur cette noblesse transylvaine qui avait abattu son trône royal. L'auteur, en analysant la carrière même de Michel, ainsi que les sources contemporaines de ses exploits, parmi lesquelles les poètes grecs Stavrinou et Georges Palamède, dont le premier mêle des allusions fréquentes aux gestes d'Alexandre, fait voir que le grand Macédonien fut le prototype choisi par le Voévode héroïque, dans lequel toute la chrétienté balcanique voyait son libérateur, son „étoile d'Orient“.

Suivent des indications sur l'époque classique qui se dessine dans la psychologie collective des Roumains au XVII-e siècle, qui est pour eux celui de la Renaissance.

Vingt figures dans le texte sont empruntées à un manuscrit moldave de l'„Alexandrie“: le modèle est évidemment d'origine persane. H.

* * *

Stoïan Romansky, *Les troubles bulgares de Brăila 1841-1843, I. Les insurgés bulgares de 1841*, Sofia 1915.

M. Romansky a employé pour élucider le complot bulgare de 1841 à Brăila toutes les sources, sans excepter l'information roumaine. Il ajoute à ce qu'on savait jusqu'à présent le riche contenu des rapports consulaires et vice-consulaires autrichiens qu'il donne en Appendice. Selon le rapport de l'agent impérial à Bucarest, Timoni, 1.500 Serbes et Bulgares—car c'était une action romantique, au caractère slave, provoquée par des faits qui s'étaient passés à Niche (p. 110), — devaient prendre part à l'action (p. 71). Le chef du mouvement, Tatitsch, nommé aussi Miloïé Stanislavovitsch, était un Serbe, agent du prince Miloch (pp. 72,

75-76, 79, 82-3, 120); le drapeau rouge avec la croix blanche, peut-être un drapeau avec l'image de St. Georges (p. 76), avait été arboré, ou bien le drapeau serbe (p. 83).

Il y eut aussi une agitation parmi les Grecs de Brăila (p. 84). Toute la population balcanique de la ville favorisait le complot (p. 85). Une proclamation serbe fut affichée à Bucarest, demandant qu'une révolte fasse payer au gouvernement valaque son attitude (p. 86). Le Gouvernement valaque savait que Tatitsch se donnait comme officier serbe, et il affirme que ses compagnons étaient des „vagabonds serbes“ (p. 117; mais le peuple nomme en Valachie „Serbes“ les Bulgares aussi; cf. p. 118). La liste des prisonniers présente des individus originaires de Choumen, de Vidin, de Sliven, de Roustschouk, mais aussi de Krouchévatz et de Cladova (pp. 127-128). Le prince Ghica demanda, le 22 juillet a. st., aux Bulgares et Serbes habitant dans la Principauté, depuis bien un demi-siècle, de se rappeler la large hospitalité dont il avaient joui et de ne pas prêter l'oreille aux fauteurs de troubles (pp. 88-89): il parla personnellement aux chefs des communautés de Ploiești et de Buzău (p. 112). D'après le consul d'Autriche, il y aurait eu 5.000 Ioniens à Galatz (p. 103). Parmi les individus suspectés se trouvait un ouvrier typographe qui entretenait des relations avec tel journal d'Athènes (pp. 142-143).

Le consul de Galatz croyait constater une tendance prononcée vers l'Autriche de la part des habitants des deux Principautés (pp. 98, 108). Il craignait cependant une agitation parmi les Roumains non-unis (orthodoxes) de Transylvanie (p. 107).

De son côté, le consul de France, Billecoq, explique la présence de 20.000 familles bulgares dans la principauté de la Valachie par la tendance du fisc de se gagner, à la suite des troubles survenus au-delà du Danube, de nouveaux contribuables (p. 111; cf. p. 116).

Quant au vice-consul russe Karnéïev, il fut, sans doute, un des principaux meneurs: les insurgés avaient cru devoir lui donner l'assurance qu'ils passeront bientôt le Danube, sans troubler l'ordre dans la principauté (p. 120).

Sous l'égide de la Russie et d'entente, ainsi qu'on peut le voir par notre „Histoire des États balcaniques“, avec certains membres de l'opposition valaque, les agitateurs représentaient l'idée,

populaire à cette époque, d'un grand mouvement chrétien, destiné, non seulement à délivrer la Bulgarie, mais aussi à rendre à la chrétienté la Macédoine, la Vieille Serbie et les provinces grecques non-libres, jetant à terre l'édifice pourri de la Turquie européenne. Aussi une publication regardant ces faits est-elle intéressante pour tous les peuples de la Péninsule, sans distinction.

N. Iorga.

* * *

Ministère de l'Agriculture et des Domaines, *Mouvement de la population de la Roumanie en 1904-1905, données définitives* (préface de L. Colescu, étude introductive de J. N. Angelescu), Bucarest 1915.

La statistique est faite sur la base des „bulletins statistiques individuels, au lieu des listes nominales qui ont servi jusqu'en 1903“.

Les conclusions de M. Angelescu, dont l'étude occupe la plus grande partie du volume, est que la population de la Roumanie s'est presque doublée à partir de l'année 1860, mais le nombre des divorces est devenu dix fois plus grand dans les derniers cinquante ans. La „nuptialité“ (le nombre des mariages rapporté au chiffre de la population) est resté stationnaire jusqu'au changement des dispositions légales, rendues plus faciles, en 1906. Depuis 1880 le chiffre relatif des naissances est invariable, sans aucune tendance à décroître. „Pendant la longue période des cinquante-trois ans derniers le niveau élevé des chiffres de la natalité forme une caractéristique constante de la vie de la population roumaine“ (p. III). Le chiffre de la mortalité est sans cesse moindre à partir de cette même année 1880.

En fait de chiffres sommaires, en a environ 59.000 pour la „nuptialité“ des années 1904 et 1905 (de 7.9 à 8,1 pour mille habitants; des chiffres supérieurs en Hongrie: pour l'année 1904, 9.1 et dans les deux pays au-delà du Danube: 11.3 pour la Bulgarie, 11.6 pour la Serbie). L'étude poursuit ces chiffres dans toutes leurs divisions locales, sociales, etc. Le divorce atteignit en 1905 1.767 mariages sur 100.000 (pour la plupart il s'agit de la population urbaine; 92-94 % des divorcés sont citoyens roumains, les „injures graves“, très souvent un prétexte, sont surtout invoquées).

Natalité. Elle est dix fois plus grande dans les villages (en 1905: 213.241 nouveaux-nés à la campagne sur 35.047 dans les villes): la Russie, avec sa moyenne de 47.5 sur mille pour la période de 1896 à 1905 et la Bulgarie, avec 40.3 pour la même période, dépassent la Roumanie, qui ne présente que 39.4, un peu plus que la Serbie (38.8) et que la Hongrie (37.0), l'Autriche ne présentant que 35.4 et la féconde Allemagne 34.3 (la France 21.3, au bas de la liste). La Dobrogea présente en 1905 la natalité la plus élevée, allant jusqu'à dépasser en 1904 le chiffre européen le plus élevé (51.6).

Le nombre des garçons dépasse celui des filles (106.8 en regard de 100); la proportion se retrouve même dans les villes (l'Occident présente un surplus permanent dans la naissance des filles). Mais on observe déjà une décroissance. Malheureusement „la Roumanie figure parmi les États qui ont une plus grande natalité illégitime“ (p. xxix): 11.2 sur cent en 1904, et la proportion s'accroît sans cesse, étant „en 1905 deux fois plus élevée que vingt-cinq ans auparavant“ (une élévation semblable se rencontre seulement en Hongrie et en France aussi, mais „nulle part elle n'est tellement rapide qu'en Roumanie“; de 5% à 11% en 25 ans); dans les villes elle est deux ou trois fois plus élevée que dans les villages.

Mortalité. La Roumanie figure parmi les pays à grande mortalité (mais pas „excessive“, comme en Russie) avec l'Autriche-Hongrie, l'Italie et l'Espagne, la Bulgarie et la Serbie: on compte pour la période 1901 à 1905 une mortalité de 25.9‰. La „vitalité“ est surtout réduite en Moldavie, où il y a pour cette période 68.9 morts sur cent nouveaux-nés (dans le district de Jassy la proportion est même de 75.2‰); Bucarest, le district de Mehedint̃i et la Dobrogea présentent la proportion le plus favorable, mais il faut tenir compte pour Bucarest et la Dobrogea de l'immigration d'éléments jeunes. La mortalité des villes, malgré tous les soins médicaux, est supérieure à celle des villages. Plus que la moitié des morts — triste détail — appartient aux garçons au-dessous de 18 ans et aux filles au-dessous de 15, surtout aux nourrissons. Les Juifs montrent la vitalité la plus énergique, les Arméniens et les Mahométans s'éteignent lentement. La mortalité infantile est en croissance, ainsi que le procent des morts-nés. Les suicides sont rares et le chiffre de

la croissance apparaît comme très faible. 13 % des morts succombent à la tuberculose pulmonaire (les maladies des poumons en général, 15 %); viennent ensuite les gastrites des enfants; 7-10 % ont dépassé le terme normal de la vie humaine.

L'excédent des naissances s'élève cependant sans cesse, de 10.1‰ de 1891 à 1895 à 14‰ de 1901 à 1905, mais cette croissance est seulement de rang moyen, inférieure à celle des pays balkaniques, de la Russie européenne, de l'Allemagne et des pays germaniques (Hollande, Norvège, Danemark); la Roumanie occupe la treizième place. Et, en ce qui concerne la Moldavie, l'auteur fait la constatation bien triste que „spécialement dans les villes moldaves quiconque sait lire les chiffres, qui sont rigoureusement exacts, ne peut pas fermer les yeux devant l'évidence qu'il s'agit du remplacement graduel de la population d'autres religions par la population juive. En 1905, par exemple, non seulement tout l'excédent, de 100 sur 100, est pris par les Juifs, mais la population d'autres religions donne encore un déficit de 207, 3‰, c'est-à-dire que 207‰ les morts dépassent les vivants. Et ce vide est comblé aussi par l'excédent des Juifs, qui donnent en total un excédent de 307, 3‰.“

Ces chiffres feront penser les gouvernants roumains; ils suffisent à expliquer ce faible mouvement de défense ou plutôt ce commencement de conscience du danger mortel qu'une presse intéressée ou ignorante se plaît à appeler en Occident l'„antisémitisme roumain“.

N. Iorga.

* * *

Ministère I. et R. des Affaires Étrangères, *Les antécédents de la guerre avec l'Italie*, Vienne 1915.

Une brochure de polémique. La question de la légitimité de l'attaque contre la Serbie est définie de la façon suivante: „il s'agissait d'un différend entre la Monarchie et un État indépendant concernant leurs rapports mutuels“; il est question aussi d'un „procédé inouï“ de la part du royaume serbe, qui serait l'attentat de Séraïévo. Pour le reste, on trouvera la thèse autrichienne que l'article VII du traité de la Triple-Alliance ne concernait que des compensations possibles dans les Balkans. La Monarchie, sans accepter le point de vue italien qu'il pouvait s'agir de lambeaux de sa propre chair, crut devoir „donner une preuve de loyale prévenance“ en discutant. L'occupation de Va-

lona est présentée comme contraire à la loyauté dont le Gouvernement italien aussi devait observer les règles. M. Sonnino est considéré comme ayant abandonné les traditions, meilleures, de feu San-Giuliano. Il avait cependant obtenu son but, bien qu'il s'agissait de territoires „érigés en bouclier naturel“ — le style vaut, dans cet opuscule, la justesse de la thèse, et la grammaire aussi, — „aux confins de la Monarchie“, lorsque le ministre italien s'avisait d'oublier que „jamais dans l'histoire l'Autriche-Hongrie n'a manqué à sa parole“ (p. 12). L'Italie aurait rompu, de propos délibéré, des négociations qui étaient bien acheminées. Cependant l'Autriche-Hongrie alla jusqu'à offrir la révision du „statut municipal“ de Trieste.

On ne donne que dix documents à l'appui de cette argumentation. Quelques rapports mutilés n'éclaircissent pas trop, du côté autrichien, la marche des discussions. C'est rendre un mauvais service à la cause que l'on prétend défendre que de reproduire la déclaration faite le 2 août 1914 par le marquis de San-Giuliano que l'„Autriche-Hongrie a voulu une guerre qu'elle aurait pu facilement éviter, tandis que nous avons fait ce qui était en notre pouvoir pour épargner à l'Europe cette terrible calamité“ (p. 23). Plus utile sous ce rapport est la reproduction des assurances données au même moment par l'Italie que, en ce qui concerne l'Albanie, elle „ne voudrait d'aucune façon tirer profit de ce que l'Autriche-Hongrie était engagée d'un autre côté“ (no. 8). En échange, Vienne offrait, le 23 août, d'„entrer en conversation au sujet des compensations, dans le cas d'une occupation, *définitive ou temporaire*, d'un territoire des Balcans“ (no. 6). San-Giuliano se réserva cependant de commencer plus tard sa „conversation“ (no. 7). Suivent les actes qui ouvrirent la guerre. Le gouvernement austro-hongrois a cru, évidemment, que, pour le reste, le Livre Vert italien suffisait.

N. Iorga.

* * *

Isidor Ieșan, *Secta patarenă în Balcani și în Dacia Traiană, împreună cu istoria Balcanului până la ocuparea lui definitivă prin Osmani*, Bucarest 1914.

Bizarre ouvrage, gros de presque mille pages, destiné à révéler que l'histoire des Balcans est due exclusivement à l'action de la race roumaine et que tout ce qui paraît ne pas correspondre à

ce fait fondamental n'est qu'erreur et, surtout, falsification. On comprend bien que les plus grands noms et les réputations les mieux méritées ne trouvent pas grâce devant M. Ieșan.

Il donne d'abord, dans ce sens, une histoire de la Bosnie pour continuer par celle des guerres entre les Turcs, d'un côté, et les principautés roumaines, de l'autre. On a ensuite une „histoire des Bulgares, d'après la même méthode; il y a même un „second empire roumano-bulgare“, qui finit en 1393 ou 1453.

Pour le reste, des considérations sur le rôle des Roumains dans la péninsule balcanique.

Cette partie contient un grand nombre de reproductions de pierres tombales, d'un haut intérêt pour l'histoire de l'art dans les Balkans (les figures qu'on trouve aux pages 669 et 749 ressemblent étrangement à celles qui caractérisent la sculpture populaire des Roumains; la plupart, des scènes de classe, sont une imitation malhabile de modèles anciens; on croirait même reconnaître le type du „héros thrace“; il y aussi des scènes de duel, peut-être de tournoi, des danses; les écussons apparaissent très souvent). En général, et malgré les âpres invectives et les nombreuses digressions, très étendues, il y a dans ce chapitre des choses à retenir. La doctrine patarène est nettement exposée.

Le tout est, par malheur, tellement embrouillé qu'il est difficile de s'y reconnaître. Les citations sont souvent copiées sur les ouvrages employés par l'auteur (notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, par exemple).

La partie critique concernant les conditions actuelles du peuple roumain est intéressante sans doute et les traits portent, mais elle n'a rien à faire avec les Patarins, le Balcan et le science.

N. I.

* * *

N. Iorga, *Cîteva lămuriri nouă cu privire la istoria Romînilor* (dans les „Annales de l'Académie Roumaine“, année 1915; un résumé en sera donné dans le „Bulletin de la section historique“).

La première partie de ce mémoire s'occupe des renseignements fournis sur la Moldavie à l'époque de l'Union des Principautés par un Français, mort il y a quelques années seulement, Doze, qui soutenait l'idée de mettre à la tête de la Principauté comme client de la France et futur auxiliaire de sa po-

litique en Orient le kaïmakam Nicolas Vogoridès (un Bulgare grecisé, mais qui avait épousé la fille du boïar Constantin Conachi, écrivain remarquable et homme politique d'une grande autorité).

Laissant de côté la troisième partie, qui concerne ce Saint Jérémie le Capucin, de Naples, mort en 1625, qui était d'origine moldave, la seconde partie offre, aussi par les pages françaises reproduites dans l'Appendice, un intérêt particulier pour les États balcaniques. Il s'agit du livre d'un Anglais, William N. Senior, qui a recueilli, en 1857-1858, des opinions concernant l'avenir de la péninsule et les a publiées dans son ouvrage intitulé : *La Turquie contemporaine* (édition française en 1876). Tel des personnages consultés par Senior est d'avis que, si le Sultan se retirerait en Asie, les Principautés roumaines et la Serbie seraient les seules provinces qui ne tomberaient pas dans l'anarchie. Un „Français établi à Galata“ est contre la domination turque, à laquelle il voudrait substituer une confédération comprenant les Principautés, la Serbie, la Bulgarie et la Roumélie, sous un roi, laissant à la Grèce la Macédoine et la Thessalie et accordant une autonomie dans l'Empire ottoman, amputé de la sorte, à la Bosnie et à l'Herzégovine; mais, ajoute-t-il, on pourrait faire de chacune de ces provinces un État séparé, gardant Constantinople comme „capitale“. Un Anglais de Galata attribue à l'Autriche, non seulement les Principautés, mais aussi, „peut-être“, la Roumélie; elle pourrait, du reste, se gagner aussi l'Albanie, la Bosnie, la Serbie, „si elle n'était pas une tyrannie aussi stupide et aussi brutale“. Un „homme de lettres“ grec rêvait d'une Hellade jusqu'au Danube, voire même au-delà. Si Constantinople échoit à un nouveau maître, orthodoxe et parlant le grec, eh bien, on lui annexera le royaume d'Othon pour imposer à l'Empire naissant le caractère grec. A.

* * *

C. Auner, *Évêché de Baia* (dans la „Revista Catolică“, I).

Le père Auner ajoute des hypothèses intéressantes concernant ce Siège catholique en Moldavie, dont nous nous sommes occupés dans le premier volume de ce „Bulletin“, p. 155 et suiv. Il cherche, sur les traces du père Vladislav Abraham, à en mettre la fondation en rapport avec les relations politiques entre Ale-

xandre-le-Bon, prince de Moldavie, et le roi de Pologne, à l'époque du synode de Constance, ce qui est bien possible, sans admettre cependant la précision chronologique qu'on nous propose, d'autant plus que (voy. notre *Revista istorică*, I, n-os 9-10) les considérations sur le second mariage d'Alexandre, avec une princesse lithuanienne, ne tiennent pas devant une critique plus serrée. La querelle des Franciscains avec le premier évêque Jean est mieux élucidée par un document polonais. Le père Auner déclare faux l'acte concernant Benoît, évêque de Severin en 1439 (voy. vol. I, p. 153 et Auner, dans la *Revista catolică*, année 1913, pp. 60-61 : cette étude nous avait échappé) : ce serait encore une des fabrications du comte Kemény (de même l'acte du 1-er février 1444 ; Hurmuzaki, I², pp. 700-764). Mais nous ne consentirions pas à dédoubler l'évêque Pierre de Baia (p. 111).

Le père Auner, qui considère l'ouvrage de Schmidt sur l'Église catholique en Moldavie comme un tissu de fables (il ne néglige pas la mention contenue dans les *Akta grodzkie i ziemskie*, V, pp. 180-181, no. 39, mais il cherche à éviter la date de 1455 pour l'administration de l'évêque Jean), écarte le nom de Jean Rosa, qui serait tout simplement Jean de Ryza (une confusion est possible pour le *surnom*), évêque en 1452, d'après un acte publié par Eubel (*Zur Geschichte*, pp. 125-126 ; n'y a-t-il pas une erreur de date ?). L'acte par lequel l'évêque de Moldavie Jean apparaît en 1466 comme réfugié en Transylvanie et reconnaissant l'autorité de l'évêque de Karlsbourg nous paraît encore très suspect (il ne s'agit que d'une copie moderne) (Hurmuzaki, II, p. 4). Jean aurait fini en Transylvanie, dont il aurait été originaire, après 1484 (p. 124 ; renseignement de source moderne). Dans Abraham, le père Auner relève le voyage que fit en Moldavie, cette même année, l'archevêque de Lemberg (p. 124). Le nom de Thomas de „Zagadino“ signifierait : de Szegedin, ce dont nous doutons (p. 125). Des renseignements sur l'attitude de Bogdan, fils d'Étienne-le-Grand, envers l'église de Séreth sont empruntés au père Abraham. Quelques nouveaux faits concernant le dernier évêque, Michel Marinowski, *ibid.*, p. 126.

N. Iorga.

* * *

Dr. P. N. Obrechov, *Quelques documents sur Pasvantoglou et Sophronius de Vratsa (1800-1812)* (extrait du „Sbornic“ de l'Académie bulgare), Sofia 1914.

On trouvera dans l'Appendice de ce travail important, qui concerne l'énigmatique Pacha de Vidin et cet évêque Sophronius qui a laissé le récit de ses souffrances,—une page du grand martyrologe balcanique —, une lettre de Pasvan-Oglou au consul de France à Bucarest (pp. 33-34), datée de décembre 1800 : il cherche à rejeter sur les troupes impériales turques la charge des excès commis sur les habitants de la Valachie; il simule une grande compassion pour les „pauvres raïas“ et les marchands. D'autres billets concernent les relations du Pacha avec le consul russe à Bucarest, Kiriko; dans la lettre du 10/23 janvier 1801 il déclare avoir toujours considéré la Valachie comme „un pays qu'il devait respecter“ (p. 35): il retire ses troupes de la Petite-Valachie pour faire plaisir à la diplomatie du Tzar. La Russie avait voulu établir, en 1804, l'agent Fazzardi comme consul à Vidin, mais la Porte s'y opposa (pp. 44-45). L'auteur aurait pu trouver des renseignements subsidiaires dans nos *Actes et fragments concernant l'histoire des Roumains*, II, ainsi que dans notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, V. Les documents contenus dans la collection roumaine Hurmuzaki n'ont pas été non plus employés, et cependant le volume XVI, publié par feu Nerva Hodoş, contient des renseignements précieux. Il aurait fallu donner en grec aussi, et non seulement en traduction, les lettres rédigées par l'„archiérée“ Callinique au nom du Pacha. **N. Iorga.**

* * *

Cyrille Karalevsky, *Bernardino Querini, évêque d'Argeş* (dans la „Revista catolică“, Bucarest 1915).

Le père Karalevskij a réuni le fruit de ses explorations dans les Archives du Vatican avec celui des recherches de M. J. C. Filitti, dont nous avons analysé plus haut (vol. I, p. 147 et suiv.) la collection de nouveaux documents concernant l'histoire de l'hierarchy catholique dans les Principautés roumaines. Cette fois on apprend que le vicaire Arsengo ne fut pas nommé évêque, vers 1590, à cause de sa qualité de Capucin. Le titre d'Argeş fut choisi, bien que la résidence épiscopale fût fixée à Bacău, en Moldavie, à cause de la seule tradition historique qui put

être retracée par les registres de la Curie. A sa nomination, 7 janvier 1591, le Crétois Bernardino Querini, Mineur, avait quarante-cinq ans ; les pleins-pouvoirs lui furent délivrés le 10 avril de l'année suivante, et des revenus lui furent créés le 10 avril 1592: l'archevêque de Lemberg, Jean Démètre Solikowski, comptait „la Moldavie et la Valachie“ parmi ses provinces. L'auteur ajoute — sans connaître la bibliographie roumaine — le bref, adressé à l'empereur, qui permet, le 20 avril 1592, au prince moldave Pierre le Boiteux, réfugié dans le Tyrol, de se rendre devant le Pape.

N. Iorga.

* * *

Roberto Cessi, *Il consolato veneto ed il porto di Salonico alla metà del secolo XVIII* (extrait du „Giornale degli economisti“, janvier 1915).

En 1729 le consul de Hollande à Salonique était un Vénitien, Caldana; il demanda et obtint la qualité supplémentaire de vice-consul de Venise (confirmé en mai 1735). Après sa mort, la République eut un représentant en propre, qui fut bientôt intitulé consul (1741). L'auteur étudie la situation, très médiocre, de ces agents et du commerce qu' ils représentaient. Il est question des „laines de Salonique“ et d'autres articles d'importation (entre autres les „sette grezze, volgarmente di Zagorà“; p. 7, note 5). Le drap d'imitation ne pouvait pas vaincre le drap français authentique. A Chios on travaillait des draps d'or.

La concurrence des raïas, avec leurs barques de Missolonghi, était très dangereuse aussi. Elle finit par vaincre toutes les autres.

* * *

Balkan-Review, janvier-avril 1915; Berlin.

Dans le no. de janvier-février, article de feu le docteur Hermann von Santer, secrétaire de la Chambre de Commerce et d'industrie à Vienne, sur le développement économique des États balcaniques.

Dans le no. de mars un consciencieux compte-rendu, accompagné de dates statistiques, sur la vie économique de la Roumanie après la déclaration de la guerre mondiale, et un autre qui traite de projets d'industrie et de commerce en Bulgarie. A signaler aussi des études sur la Banque ottomane, la dette publique ottomane, etc.

A. Cusin.

* * *

N. Iorga, *Dardanelele, amintiri istorice* (dans les „Annales de l'Académie Roumaine“, année 1915; un résumé français en a été donné dans le „Bulletin de la section historique“).

L'auteur présente un exposé historique du rôle des Détroits à l'époque de l'Empire byzantin, ainsi que pendant les efforts des Républiques italiennes, Venise et Gênes, de monopoliser le commerce du Levant. Il s'occupe ensuite de la situation créée aux Dardanelles par la présence des Turcs à Gallipolis, par leurs attaques contre Constantinople et par leur domination sur la ville impériale. Suit l'énumération des attaques chrétiennes tentées contre ce détroit au XVII^e siècle (par les Vénitiens et les Français). On cite les considérations énoncées au XVIII^e siècle par l'historien du commerce de la Mer Noire, Formaleoni, sur l'avenir de la Turquie en relation avec le problème des Détroits. Dans les dernières pages il est question de la tentative faite par les Anglais en 1807 et du rôle des Dardanelles dans l'expansion russe en Orient. L'opinion de l'auteur est, cette fois aussi, que les discordes entre les peuples balcaniques les empêchent malheureusement de garder dans leur péninsule un rôle qui ne pourrait pas passer à d'autres sans le plus grand danger pour le développement de chacun de ces États. H.

* * *

Gaston Deschamps, *La Grèce et les barbares* (dans la „Revue hebdomadaire“, année 1915, no. 5).

Il s'agit des sévices exercées par des bandes musulmanes, favorisées malheureusement par l'administration, contre les Grecs d'Asie Mineure. Cydonie serait de nouveau, après les massacres de 1821, „presque déserte“. L'Ancienne Phocée, dont M. Deschamps réveille les souvenirs, n'est qu'un amas de ruines. L.

* * *

Ilarion Pușcariu, etc., *Contribuțiuni istorice privitoare la trecutul Romînilor de pe pământul crăiesc*, Hermannstadt 1913.

L'archimandrite Ilarion Pușcariu, les historiens J. Lupaș, J. Mateiș et Silviu Dragomir répondent aux attaques de M. G. Müller contre les droits historiques des Roumains sur le territoire saxon. On y trouvera, outre une exposition historique claire, des mémoires présentés à différentes dates pour défendre les privilèges des Roumains sur l'ancien *fundus regius*. I.

* * *

R. A. Reiss, *Comment les Austro-Hongrois ont fait la guerre de Serbie*, Paris 1913.

Atroce réquisitoire documenté de la part d'un neutre, d'un professeur à l'Université suisse de Lausanne, d'un „criminaliste praticien“. Parmi les renseignements qui intéressent la science aussi bien que l'humanité à signaler la destruction presque totale de l'Université de Belgrade et celle, absolue, de ce Musée national serbe qui était un dépôt extrêmement précieux d'objets concernant la vie populaire de toute la Péninsule des Balcons : „il n'existe plus“, et cette constatation aura un écho douloureux dans l'âme de tous ceux qui ont connu ses collections admirables.

N. Iorga.

* * *

N. Bănescu, *Contribuții la istoria literaturii bizantine*, Bucarest 1915 (extrait des „Convorbiri literare“).

M. Bănescu a découvert dans le ms. grec 426 Palatin de la Bibliothèque du Vatican, à côté d'une traduction de la Théséide de Boccace et d'un fragment d'„Imbérios et Margarona“, des pages de la „Théogonie“ de Tzetzès. Dans la seconde partie de l'opuscule, l'auteur s'occupe de la description de tournoi publiée par M. Lampros dans l'Ἑλληνομνημῶν (V. 1) et il montre qu'elle est empruntée aux „Icônes“ de Philostrate, avec des éléments pris aux „physiognomistes“; la partie peut-être originale est celle qui décrit le costume de l'empereur.

N. Iorga.

* * *

Henri Hauser, *La Serbie dans la crise européenne*, Dijon 1915.

Dans cette brève conférence M. H. Hauser donne un aperçu de la littérature et de l'histoire des Serbes. Au commencement et à la fin, des observations judicieuses sur les origines serbes de la guerre européenne et sur les horreurs commises par les troupes austro-hongroises dans leur invasion de l'année passée

I.

* * *

Albert Mathiez, *La Serbie et la guerre européenne*, Paris 1915.

Cette conférence, d'un style ému d'un bout à l'autre, donne une idée juste du développement de la nation et de l'État serbes. Elle fait partie de ce qu'on a écrit de mieux en France sur ce grand petit pays à l'occasion de la crise actuelle.

* * *

I.

Richard Scholz, *Eine humanistische Schilderung der Kurie aus dem Jahre 1438* (extrait des „Quellen und Forschungen“ de l'Institut prussien de Rome), 1913.

Notes sous la forme d'un dialogue, dues à Lapo di Castiglionchio (n. 1405), sur la Curie romaine sous le Pape Eugène IV.

Il y est question aussi de l'Union des Grecs (p. 18); parmi les personnages notables qui entourent le Pontife, Lapo cite aussi l'évêque de Coron (pas: „coromensem“), Christophe Garatono („Garathonius“), „virum et grecis et latinis litteris apprime eruditum“, et dont le rôle dans les conciles de Ferrare et de Florence est connu (p. 25). „L'empereur byzantin n'a été jamais vu jusqu'ici en Italie même, pour ne pas dire seulement: à la Curie“ (p. 29). La plupart du dialogue traite cependant des mœurs romaines ou contient de la rhétorique courante. N. I.

CHRONIQUE.

Dans le volume IV des publications de la Société historique de Sofia¹, à relever, outre des études sur de sujets concernant l'ancienne Mésie Inférieure, une analyse, par M. V. N. Zlatarski, du passage de la Chronique de Michel le Syrien concernant l'exode des fils de Kourt (Koubrate) au VII^e siècle (un d'entre eux, du nom de Boulgarios, avec 10.000 hommes, aurait passé le Don pour aller occuper sur le Danube le pays donné par l'empereur Maurice: „la Mésie Supérieure et Inférieure, et la Dacie, pays fort, que le peuple des Avars avait dévasté dès l'époque d'Anastase“; les anciens Scythes auraient pris alors le nom de Bulgares), une étude de M. Ichirkov sur les relations des Patriarches d'Ipek avec les Bulgares de 1557 à 1766, des notes de M. Bobtschev sur la lettre adressée aux habitants de Kronstadt (Braşov) en Transylvanie par le Tzar Stratschimir de Vidin.

M. Kratschounov parle de l'attitude de la France à l'égard de la Bulgarie à l'époque de l'union avec la Roumélie Orientale. M. Mouchmov s'occupe des anciens perpères, gros et aspres, ainsi que de la „monnaie rouge“, de la Bulgarie.

Des chapitres de l'„History of the eastern Roman Empire“ de M. Bury sont traduits en bulgare.

¹ Pour certains articles il y a des tirages à part.

La notice, datée du règne de Soliman-le-Magnifique (1544), que publie M. Ivanov (p. 208), est intéressante par la qualification de simple „grand-émir“ donnée au puissant Sultan, ainsi que par la preuve qu'il fournit d'une certaine vie intellectuelle, aussi bien du côté de Krouchévatz et de Niche, que dans le couvent d'Ias-treb près de Lovetsch (la ville avait aussi des peintres). En 1632 Mourad IV est intitulé Tzar, empereur (p. 211). Ces notices parlent de l'oppression des Turcs, de la cherté des vivres, de la misère qui régnait dans le pays au XVII-e siècle.

Le même auteur publie des obituaires des anciens Tzars, comprenant aussi les noms de „Chegmon“ (Sigismond) sans aucun qualificatif, celui du despote Jacques et de Georges avant Térérii, dont le nom est suivi par celui du despote Coumane,—des noms nouveaux. A mentionner aussi le nom de Vladislav, „frère“, de Stratschimir (qui serait le prince valaque Vladislav ou Vlaicu, son beau-frère, si un autre obituaire, à la p. 224, ne lui attribuait le titre de despote, en répétant qu'il était le „frère“ de Strachimir). Dans un obituaire de Trnovo, Alexandre, frère de Jean Asen, et Strez portent le titre de sébastocrates en regard de Slav qui est seulement despote (p. 226). Les noms des Impératrices sont donnés aussi à la suite de ceux de leurs maris : la mère d'Alexandre s'appelait Kératza (comme veuve: Théophana ; ce nom fut pris aussi sous le voile par l'épouse valaque du même, Théodora); le nom de Vasilissa, qui fut donné par Alexandre-le-Bon, prince de Moldavie, à une de ses filles, est aussi celui d'une des filles du Tzar Alexandre de Bulgarie. La femme de Chichmane, dernier Tzar de Trnovo, est rendu avec le titre grec: Kiramaria (mais sa mère était Désislava); Chichmane eut deux fils du nom d'Asen, qui ne vécurent pas, et une fille nommée Kératza (p. 227). Le nom de l'épouse valaque de Strachimir n'est pas donné. M. Jireček avait déjà signalé le sobriquet de „bélgouni“ (au „vêtement blanc“, de pâtre aroumain) donné par un obituaire à Asen I-er (cf. p. 229 de ces „Izveastia“).

Ces obituaires datent du XVI-e siècle.

De bonnes reproductions phototypiques accompagnent ce travail de M. Ivanov.

N. I.